PROCÈS-VERBAL

SÉANCE ORDINAIRE DU 25 JUIN 2025

Procès-verbal de la séance ordinaire du conseil de la Ville de Donnacona, tenue à la salle du conseil située au 138, avenue Pleau, le 25 juin 2025 à 19 h, sont présents :

Madame Francyne Bouchard
Monsieur Jean-Pierre Pagé
Madame Sylvie Lambert
Monsieur Francis Bellemare
Madame Danie Blais

Monsieur Jean-Claude Léveillée, maire, préside la séance.

Absence (s) : Madame Renée-Claude Pichette

Monsieur Francis Bellemare participe à la séance en vidéoconférence comme le permet le paragraphe 2 et l'article 332.1 de la *Loi sur les cités et villes*.

Le greffier, Pierre-Luc Gignac, agit comme secrétaire. Monsieur Sylvain Germain, directeur général, est également présent.

RÉSOLUTION : 2025-06-197 **Ouverture de la séance**

Il est proposé par Francyne Bouchard

Et il est résolu d'ouvrir la séance du 25 juin 2025. Il est 19 h 00.

Adoptée à l'unanimité

RÉSOLUTION : 2025-06-198 **Adoption de l'ordre du jour**

Il est proposé par Jean-Pierre Pagé

Et il est résolu d'accepter l'ordre du jour de la présente séance en y ajoutant le sujet suivant :

- Vente d'une partie du lot 4 777 597 du cadastre du Québec à l'entreprise Selcotec inc.

Adoptée à l'unanimité

**Assemblée publique de consultation -
Déroptions mineures 2025-011, 2025-013**

Dans un avis public publié le 27 mai 2025 conformément au règlement numéro V-572, les personnes intéressées ont été invitées à participer à une assemblée publique de consultation concernant les demandes de déroptions mineures suivantes :

2025-011 - 134, boulevard les Écureuils;
2025-013 - 308, rue de la Terrasse;

Les personnes qui ont un intérêt pouvaient également transmettre leurs commentaires par écrit jusqu'au plus tard à 15 h le jour de la tenue de l'assemblée publique de consultation. Aucun commentaire écrit n'a été reçu concernant ces demandes.

Le président de la séance ouvre l'assemblée publique de consultation concernant ces déroptions.

Cinq (5) personnes sont présentes à l'assemblée publique de consultation.

Toutes les personnes le désirant ayant eu l'occasion de s'exprimer, le président de la séance clôt l'assemblée de consultation et poursuit avec les sujets restants à l'ordre du jour.

L'assemblée publique de consultation débute à 19 h 04 pour se terminer vers 19 h 08.

Rapport du maire aux citoyens des faits saillants du rapport financier et du rapport du vérificateur externe de l'année 2024

Conformément à l'article 105.2.2 de la *Loi sur les cités et villes*, le maire fait rapport aux citoyens des faits saillants du rapport financier et du rapport du vérificateur externe pour l'année 2024.

Première période de questions

RÉSOLUTION : 2025-06-199

Intention de la Ville d'établir des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie résiduelle avec plusieurs taux particuliers ainsi que la possibilité d'établir des secteurs au prochain rôle d'évaluation

CONSIDÉRANT l'article 71.1 de la *Loi sur la fiscalité municipale*;

CONSIDÉRANT QUE la *Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale* et d'autres dispositions législatives (L.Q. 2023, c 33) a été sanctionnée le 8 décembre 2023;

CONSIDÉRANT QUE cette loi a ajouté les articles 244.64.8.1 et suivants à la *Loi sur la fiscalité municipale*, lesquelles permettent à la Ville d'établir des sous-catégories d'immeubles résidentiels dans la catégorie résiduelle avec plusieurs taux particuliers ainsi qu'établir des secteurs;

CONSIDÉRANT QUE suivant les articles 244.64.1.1 et 244.64.8.2 de la *Loi sur la fiscalité municipale*, la Ville doit exprimer son intention d'établir ou de modifier les sous-catégories d'immeubles ou des secteurs au plus tard le 15 septembre qui précède le premier des exercices pour lesquels le rôle est dressé;

CONSIDÉRANT QU'au 1^{er} janvier 2026, le premier exercice financier du rôle d'évaluation triennale 2026-2027-2028 entrera en vigueur;

CONSIDÉRANT QU'il est opportun pour la Ville d'exprimer son intention avant le 15 septembre 2025;

EN CONSÉQUENCE

Il est proposé par Sylvie Lambert

Et il est résolu

QUE la Ville de Donnacona exprime son intention de se prévaloir des pouvoirs d'établir des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie résiduelle avec plusieurs taux particuliers ainsi que la possibilité d'établir des secteurs, tel que permis aux articles 244.64.8.1 et suivants de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

Adoptée à l'unanimité

RÉSOLUTION : 2025-06-200

Demande de virement budgétaire - Service de sécurité incendie de Donnacona

CONSIDÉRANT la demande de virement budgétaire du service de sécurité incendie de Donnacona pour l'achat de deux séchoirs pour les habits de combat;

EN CONSÉQUENCE

Il est proposé par Francis Bellemare

Et il est résolu d'effectuer le virement budgétaire suivant :

Virement	Code budgétaire	Description	Montant (\$)	Solde (\$)
De	02-610-00-141	Salaire urbanisme	- 13 430 \$	(13 430 \$)
Vers	23-030-06-725	Séchoir pour habits de combat	13 430 \$	13 430 \$

Adoptée à l'unanimité

RÉSOLUTION : 2025-06-201

Adoption de la politique de gestion de la dette à long terme

CONSIDÉRANT QUE la politique de gestion de la dette à long terme a été adoptée le 3 juillet 2018;

CONSIDÉRANT QU'il s'avère nécessaire de mettre à jour cette politique;

CONSIDÉRANT la politique de gestion de la dette à long terme mise à jour jointe à la présente résolution;

EN CONSÉQUENCE

Il est proposé par Danie Blais

Et il est résolu

QUE le conseil municipal adopte la politique de gestion de la dette à long terme.

Adoptée à l'unanimité

RÉSOLUTION : 2025-06-202

Adoption de la planification stratégique 2025-2029 de la Ville de Donnacona

CONSIDÉRANT QUE la dernière planification de la Ville de Donnacona adoptée par le conseil municipal par la résolution numéro 2019-11-412 lors de la séance du 25 novembre 2019 couvrirait la période 2020-2024;

CONSIDÉRANT le travail effectué dans les derniers mois afin d'élaborer la planification stratégique 2025-2029 de la Ville de Donnacona;

CONSIDÉRANT QUE le conseil municipal a participé à l'élaboration de cette planification et a pris connaissance de cette dernière qui est jointe à la présente résolution;

EN CONSÉQUENCE

Il est proposé par Francyne Bouchard

Et il est résolu

QUE le conseil municipal adopte la planification stratégique 2025-2029 de la Ville de Donnacona.

Adoptée à l'unanimité

RÉSOLUTION : 2025-06-203

Exclusion d'une partie du lot 4 777 597 du cadastre du Québec des biens du domaine public de la Ville

CONSIDÉRANT la demande de l'entreprise FJP Développement inc. d'acquérir une partie du lot 4 777 597 du cadastre du Québec située au sud du lot 4 285 145 dont elle est propriétaire soit la parcelle 1;

CONSIDÉRANT la demande de l'entreprise Selcotec inc. d'acquérir une partie du lot 4 777 597 du cadastre du Québec située au sud-ouest du lot 5 509 694 du cadastre du Québec dont elle est propriétaire soit les parcelles 2, 3 et 4;

CONSIDÉRANT QUE les parcelles du lot 4 777 597 du cadastre du Québec visées sont décrites dans la description technique préparée par monsieur Éric Lortie, arpenteur-géomètre, le 24 avril 2025 portant le numéro 11418 de ses minutes et identifiées comme les parcelles 1, 2, 3 et 4;

CONSIDÉRANT QUE le lot 4 777 597 est un terrain vacant situé en bordure de la rue Auger qui inclut notamment une bande de protection riveraine pour le Grand Ruisseau;

CONSIDÉRANT QU'il s'avère donc nécessaire, avant de vendre cette partie du lot 4 777 597, de l'exclure des biens du domaine public de la Ville;

EN CONSÉQUENCE

Il est proposé par Jean-Pierre Pagé

Et il est résolu

D'exclure les parcelles 1,2, 3 et 4 du lot 4 777 597 du cadastre du Québec décrites dans la description technique préparée par monsieur Éric Lortie, arpenteur-géomètre, le 24 avril 2025 portant le numéro 11418 de ses minutes, des biens du domaine public de la Ville.

Adoptée à l'unanimité

RÉSOLUTION : 2025-06-204

Vente d'une partie du lot 4 777 597 du cadastre du Québec à l'entreprise FJP Développement inc.

CONSIDÉRANT la demande de l'entreprise FJP Développement inc. d'acquérir une partie du lot 4 777 597 du cadastre du Québec située au sud du lot 4 285 145 dont elle est propriétaire;

CONSIDÉRANT QUE la partie du lot 4 777 597 du cadastre du Québec visée est décrite dans la description technique préparée par monsieur Éric Lortie, arpenteur-géomètre, le 24 avril 2025 portant le numéro 11418 de ses minutes et identifiée comme la parcelle 1;

CONSIDÉRANT QUE cette partie du lot 4 777 597 est un terrain vacant d'une superficie approximative de 7 210 pi² (670 m²);

CONSIDÉRANT QUE la Ville a procédé à l'exclusion de cette partie de lot des biens du domaine public de la Ville;

CONSIDÉRANT le projet d'acte de vente préparé par M^e Annie Dion, notaire, joint à la présente résolution;

EN CONSÉQUENCE

Il est proposé par Sylvie Lambert

Et il est résolu

De vendre une partie du lot 4 777 597 du cadastre du Québec soit la parcelle 1 décrite dans la description technique préparée par monsieur Éric Lortie, arpenteur-géomètre le 24 avril 2025 portant le numéro 11418 de ses minutes à l'entreprise FJP développement inc. pour la somme de 14 423,64 \$ à laquelle s'ajoutent les taxes applicables;

D'autoriser monsieur Jean-Claude Léveillé, maire, et M^e Pierre-Luc Gignac, directeur général adjoint et greffier, à signer au nom de la Ville l'acte de vente préparé par M^e Annie Dion, notaire.

Adoptée à l'unanimité

RÉSOLUTION : 2025-06-205

Destruction de documents selon le calendrier de conservation des documents de la Ville

CONSIDÉRANT la liste des dossiers à détruire suivant les dispositions du calendrier de conservation des archives de la Ville jointe en annexe de la présente résolution pour le service suivant :

- Service administratif;

EN CONSÉQUENCE

Il est proposé par Francis Bellemare

Et il est résolu de procéder à la destruction des dossiers semi-actifs énumérés dans la liste jointe à la présente résolution en application du calendrier de conservation des documents de la Ville.

Adoptée à l'unanimité

RÉSOLUTION : 2025-06-206

**Adoption du règlement uniformisé numéro
RMU-2025 relatif à la sécurité et à la qualité de
vie**

CONSIDÉRANT QUE la *Loi sur les compétences municipales* (LRQ, chapitre C-47.1) confère aux municipalités le pouvoir d'adopter des règlements en matière de sécurité, de nuisances, de paix, d'ordre et de bien-être général de leur population;

CONSIDÉRANT QUE le Règlement uniformisé numéro RMU-2021 relatif à la sécurité et à la qualité de vie est entré en vigueur le 3 mai 2021;

CONSIDÉRANT QUE ce règlement, adopté par l'ensemble des municipalités de la MRC faisant partie de l'entente relative à la fourniture des services de police par la Sûreté du Québec, vise à assurer une application uniforme des dispositions relatives à la sécurité et à la qualité de vie par les agents de la paix sur le territoire de la MRC de Portneuf;

CONSIDÉRANT QUE les agents de la paix ainsi que les officiers municipaux qui sont chargés de l'application du règlement ont soulevé des lacunes relativement à certaines dispositions du règlement;

CONSIDÉRANT QUE le comité qui assure le suivi du RMU a procédé à l'analyse des différents commentaires reçus de la part de la Sûreté du Québec et des municipalités et a proposé de bonifier diverses dispositions du règlement pour faciliter son application;

CONSIDÉRANT QU'une version révisée du règlement intégrant ces modifications a fait l'objet d'une vérification juridique par les procureurs agissant à la cour municipale, laquelle a également engendré plusieurs ajustements au texte du règlement;

CONSIDÉRANT QU'il a été convenu que l'ensemble des municipalités de la MRC de Portneuf adoptent simultanément une version de remplacement du règlement uniformisé afin que celui-ci entre en vigueur pour la prochaine saison estivale;

CONSIDÉRANT QUE le conseil juge opportun d'adopter le Règlement uniformisé numéro RMU-2025 relatif à la sécurité et à la qualité de vie visant à remplacer le Règlement uniformisé numéro RMU-2021;

CONSIDÉRANT QU'un avis de motion a été donné lors de la séance du conseil tenue le 9 juin 2025 en vue de l'adoption du présent règlement et que celui-ci a été déposé lors de cette même séance;

EN CONSÉQUENCE

Il est proposé par Danie Blais

Et il est résolu

QUE le conseil adopte le règlement uniformisé numéro RMU-2025 relatif à la sécurité et à la qualité de vie tel que déposé ;

QUE le conseil autorise les officiers municipaux et les agents de la paix à délivrer des constats d'infraction et à entreprendre des poursuites pénales au nom de la Municipalité de Donnacona en vertu de ce règlement ;

QU'une copie du règlement soit transmise à la Sûreté du Québec, à la cour municipale commune de Donnacona et à la MRC de Portneuf.

Adoptée à l'unanimité

RÉSOLUTION : 2025-06-207**Mandat à Morency société d'avocats pour entreprendre les procédures nécessaires devant la Cour supérieure afin d'obtenir toutes ordonnances ou injonctions pour la réalisation de travaux requis afin d'assurer la conformité d'un bâtiment**

CONSIDÉRANT QU'un bâtiment résidentiel situé sur le lot 3 506 829 du cadastre du Québec présente des non-conformités à l'égard des permis émis, de la réglementation municipale ainsi qu'à l'égard de certaines lois provinciales applicables dans les circonstances;

CONSIDÉRANT QUE malgré les différentes démarches effectuées par le service de l'urbanisme, le propriétaire de l'immeuble n'a pas effectué les travaux nécessaires afin d'assurer la conformité de son bâtiment;

CONSIDÉRANT QU'il s'avère donc nécessaire d'obtenir toutes ordonnances ou injonctions de la Cour supérieure afin d'obliger la réalisation des travaux requis pour assurer la conformité du bâtiment;

EN CONSÉQUENCE

Il est proposé par Francyne Bouchard

Et il est résolu

QUE le conseil municipal mandate la firme Morency société d'avocats afin de transmettre une mise en demeure au propriétaire du lot 3 506 829 du cadastre du Québec afin de le sommer de respecter les normes applicables à son bâtiment, et qu'à défaut d'y obtempérer, pour entreprendre les procédures nécessaires afin d'obtenir toutes les ordonnances appropriées incluant une injonction pour la réalisation de travaux requis pour assurer la conformité d'un bâtiment résidentiel sur le lot 3 506 829 du cadastre du Québec.

Adoptée à l'unanimité

RÉSOLUTION : 2025-06-208**Octroi du contrat pour le resurfaçage du pavage d'une portion du boulevard Les Écureuils**

CONSIDÉRANT les travaux en cours sur le boulevard Les Écureuils par Hydro-Québec;

CONSIDÉRANT l'offre d'Hydro-Québec et de son entrepreneur pour le resurfaçage du pavage d'une portion du boulevard Les Écureuils;

CONSIDÉRANT QUE la chaussée est endommagée à certains endroits et qu'il s'avère approprié de profiter de la présence de l'entrepreneur pour procéder au resurfaçage d'une portion du boulevard Les Écureuils;

CONSIDÉRANT QUE ces travaux ne sont pas prévus au budget de la Ville et qu'il s'avère nécessaire d'affecter le montant de cette dépense au surplus non autrement affecté de la Ville;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement numéro V-578 sur la gestion contractuelle, la Ville peut conclure ce contrat de gré à gré;

EN CONSÉQUENCE

Il est proposé par Jean-Pierre Pagé

Et il est résolu

D'octroyer le contrat à l'entreprise Jean Leclerc Excavation inc. pour les travaux de resurfaçage du pavage d'une portion du boulevard Les Écureuils pour un montant maximum de 39 500 \$ incluant les taxes;

QUE le conseil municipal affecte la dépense de 39 500 \$ incluant les taxes nettes pour les travaux de resurfaçage d'une portion du boulevard Les Écureuils au surplus non autrement affecté de la Ville.

Adoptée à l'unanimité

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité a reçu une proposition de l'Union des municipalités du Québec (UMQ) de préparer, en son nom et au nom d'autres organisations municipales intéressées, un document d'appel d'offres pour un achat regroupé de cinq (5) différents produits chimiques utilisés dans le traitement des eaux usées et potables : Chlore gazeux 907.2 kg et 68 kg - Hydroxyde de sodium en contenant - Silicate de sodium N en vrac, en tête de 1000 litres, ou baril de 200 kg.liq. - Sulfate d'aluminium - Sulfate ferrique - Hydroxyde de sodium en vrac ainsi qu'un avis d'intention pour un achat regroupé de chaux calcique en vrac;

CONSIDÉRANT QUE les articles 29.9.1 de la *Loi sur les cités et villes* et 14.7.1 du *Code municipal* :

- permettent à une municipalité (ou MRC ou Régie) de conclure avec l'UMQ une entente ayant pour but l'achat de biens;
- précisent que les règles d'adjudication des contrats par une municipalité s'appliquent aux contrats accordés en vertu du présent article et que l'UMQ s'engage à respecter ces règles;
- précisent que le présent processus contractuel est assujéti au «Règlement numéro 26 sur la gestion contractuelle de l'UMQ pour ses ententes de regroupement» adopté par le conseil d'administration de l'UMQ;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité désire participer à cet achat regroupé pour se procurer du chlore gazeux bombonne de 68 kg (Unité de mesure: KG) et de l'hydroxyde de sodium (Soude caustique) en solution liquide à 50 % en baril de 205 L (Unité de mesure: KG.sec) dans les quantités nécessaires pour ses activités;

EN CONSÉQUENCE

Il est proposé par Sylvie Lambert

Et il est résolu

QUE le préambule fasse partie intégrante des présentes comme si réité au long;

QUE la Municipalité confirme son adhésion au regroupement d'achats CHI-20262027 mis en place par l'Union des municipalités du Québec (UMQ) visant l'achat de chlore gazeux bombonne de 68 kg (Unité de mesure: KG) et de l'hydroxyde de sodium (Soude caustique) en solution liquide à 50 % en baril de 205 L (Unité de mesure: KG.sec) pour la période du 1^{er} janvier 2026 au 31 décembre 2027 ou selon les durées contenues dans l'appel d'offres;

QUE la Municipalité confie à l'UMQ le mandat de préparer, en son nom et celui des autres municipalités intéressées, un document d'appel d'offres, ou un avis d'intention le cas échéant, pour adjuger un ou des contrats d'achats regroupés couvrant la période du 1^{er} janvier 2026 au 31 décembre 2027;

QUE pour permettre à l'UMQ de préparer son document d'appel d'offres, la Municipalité s'engage à fournir à l'UMQ les noms et quantités de produits chimiques dont elle aura besoin annuellement en remplissant le formulaire d'inscription en ligne à la date fixée;

QUE la Municipalité confie, à l'UMQ, le mandat d'analyse des soumissions déposées et de l'adjudication des contrats, selon les termes prévus au document d'appel d'offres et de la loi applicable;

QUE si l'UMQ adjuge un contrat, la Municipalité s'engage à respecter les termes de ce contrat comme si elle avait contracté directement avec le fournisseur à qui le contrat est adjugé;

QUE la Municipalité reconnaît que l'UMQ recevra, directement de l'adjudicataire, à titre de frais de gestion, un pourcentage du montant facturé avant taxes à chacun des participants. Ledit taux est fixé à 1.6 % pour les organisations membres de l'UMQ et à 3.5% pour celles non-membres de l'UMQ;

QU'un exemplaire de la présente résolution soit transmis à l'Union des municipalités du Québec.

Adoptée à l'unanimité

RÉSOLUTION : 2025-06-210

**Autorisation de dérogation mineure 2025-011 -
134, boulevard Les Écureuils**

CONSIDÉRANT la tenue de l'assemblée publique de consultation;

CONSIDÉRANT QU'une demande de permis numéro 2023-0058 a été formulée à la Ville de Donnacona, afin d'autoriser la construction d'un nouveau bâtiment commercial au 134, boulevard Les Écureuils à Donnacona, soit une garderie privée, et que lors de la production du certificat de localisation exigé après les travaux complétés à l'été 2024, l'arpenteur-géomètre mandaté a constaté certaines non-conformités;

CONSIDÉRANT QUE la demande de dérogation mineure numéro 2025-011 vise à rendre conforme : l'empiètement de 3,8 m de la galerie située dans la marge de recul avant du nouveau bâtiment commercial au lieu du maximum prescrit de 2,0 m ainsi que celui l'empiètement de la rampe d'accès relevé à 5,3 m dans cette même marge au lieu du maximum de 3,0 m permis;

CONSIDÉRANT QUE les membres du comité souhaitent préciser dans leur analyse que la requérante semble avoir effectué les travaux de bonne foi, croyant que ceux-ci étaient intégrés au permis initial et nécessaire pour assurer l'accessibilité et la sécurité du bâtiment, et que la nature du secteur commercial, malgré les dérogations jugées substantielles, et les marges de recul plus importantes permises sur cette rue, atténuent l'impact de l'empiètement des escaliers et de la saillie réalisés en contradiction avec la réglementation.

CONSIDÉRANT QUE le CCU recommande au conseil d'approuver la demande comme l'énonce le procès-verbal de la rencontre du CCU du 15 mai 2025;

EN CONSÉQUENCE

Il est proposé par Francis Bellemare

Et il est résolu d'autoriser la demande de dérogation mineure 2025-011.

Adoptée à l'unanimité

RÉSOLUTION : 2025-06-211

**Autorisation de dérogation mineure 2025-013 -
308, rue de la Terrasse**

CONSIDÉRANT la tenue de l'assemblée publique de consultation;

CONSIDÉRANT QU'une demande de permis numéro 2025-0052 a été formulée à la Ville de Donnacona, afin d'autoriser la construction d'un garage d'une hauteur supérieure à celle du bâtiment principal situé au 308, rue de la Terrasse à Donnacona;

CONSIDÉRANT QUE la demande de dérogation mineure numéro 2025-013 vise à autoriser la construction d'un nouveau bâtiment complémentaire, soit un garage isolé, d'une hauteur supérieure à celle du bâtiment principal de 0,78 m contrairement à la norme qui précise qu'il ne doit pas excéder ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE le CCU recommande au conseil d'approuver la demande comme l'énonce le procès-verbal de la rencontre du CCU du 15 mai 2025;

EN CONSÉQUENCE

Il est proposé par Danie Blais

Et il est résolu d'autoriser la demande de dérogation mineure 2025-013 telle que présentée.

Adoptée à l'unanimité

RÉSOLUTION : 2025-06-212**Agente de bureau au service des loisirs, de la culture et de la vie communautaire - Fin de la période de probation de madame Rose-Marie Hamel-Dolbec**

CONSIDÉRANT QUE madame Rose-Marie Hamel-Dolbec a été embauchée au poste d'agente de bureau au service des loisirs, de la culture et de la vie communautaire à titre d'employé permanent à temps plein en probation en vertu de la résolution numéro 2024-09-303 du 23 septembre 2024;

CONSIDÉRANT l'évaluation effectuée et la recommandation du directeur du service des loisirs, de la culture et de la vie communautaire;

CONSIDÉRANT QUE madame Rose-Marie Hamel-Dolbec satisfait les exigences pour la fin de sa période de probation;

EN CONSÉQUENCE

Il est proposé par Francyne Bouchard

Et il est résolu

Et il est résolu de confirmer que madame Rose-Marie Hamel-Dolbec a complété avec succès sa période de probation au poste d'agente de bureau au service des loisirs, de la culture et de la vie communautaire à titre d'employé permanent à temps plein.

Adoptée à l'unanimité

RÉSOLUTION : 2025-06-213**Aide financière à l'École de musique Desjardins pour la réalisation de ses activités**

CONSIDÉRANT la correspondance reçue de l'École de musique Desjardins par laquelle l'organisme sollicite une aide financière de la Ville pour la réalisation de ses activités;

CONSIDÉRANT QUE le conseil municipal juge approprié de verser une aide financière;

EN CONSÉQUENCE

Il est proposé par Jean-Pierre Pagé

Et il est résolu

De verser une aide financière de 2 500 \$ à l'École de musique Desjardins pour la réalisation de ses activités;

D'autoriser une dépense de 2 500 \$ à même le poste budgétaire n° 02-702-90-959 du fonds général.

Adoptée à l'unanimité

RÉSOLUTION : 2025-06-214**Autorisation d'utiliser les espaces publics situés à l'intersection de l'avenue Sainte-Agnès et de la rue Notre-Dame dans le cadre de l'activité La Place du dimanche par madame Geneviève Jolicoeur de l'entreprise Demain Peut-Être**

CONSIDÉRANT le projet de madame Geneviève Jolicoeur de l'entreprise Demain Peut-Être d'utiliser les espaces publics situés à l'intersection de l'avenue Sainte-Agnès et de la rue Notre-Dame tant au nord qu'au sud de la rue Notre-Dame pour son activité de « La Place du dimanche », tous les dimanches de juillet 2025;

CONSIDÉRANT les demandes d'usage temporaire déposées au service de l'urbanisme soit les permis numéro 2025-0214 et 2025-0215 afin d'être autorisé à utiliser ces espaces publics;

CONSIDÉRANT QUE ces activités se dérouleront les dimanches de juillet 2025 de 12 h 00 à 16 h 00 et offriront des rendez-vous vibrants avec musique, créateurs locaux et l'ambiance festive du centre-ville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil municipal est favorable à cette demande;

EN CONSÉQUENCE

Il est proposé par Sylvie Lambert

Et il est résolu

D'autoriser madame Geneviève Jolicoeur de l'entreprise Demain Peut-Être à utiliser gratuitement les espaces publics situés à l'intersection de l'avenue Sainte-Agnès et de la rue Notre-Dame pour la tenue de son activité « La Place du dimanche », tous les dimanches de juillet de 12 h 00 à 16 h 00.

Adoptée à l'unanimité

Deuxième période de questions

RÉSOLUTION : 2025-06-215

Vente d'une partie du lot 4 777 597 du cadastre du Québec à l'entreprise Selcotec inc.

CONSIDÉRANT la demande de l'entreprise Selcotec inc. d'acquérir une partie du lot 4 777 597 du cadastre du Québec située au sud-ouest du lot 5 509 694 dont elle est propriétaire;

CONSIDÉRANT QUE la partie du lot 4 777 597 du cadastre du Québec visée est décrite dans la description technique préparée par monsieur Éric Lortie, arpenteur-géomètre, le 24 avril 2025 portant le numéro 11418 de ses minutes et identifiée comme les parcelles 2, 3 et 4;

CONSIDÉRANT QUE le lot 4 777 597 est un terrain vacant et que les 3 parcelles sont d'une superficie approximative totale de 4057 pi² (377 m²);

CONSIDÉRANT QUE la Ville a procédé à l'exclusion de cette partie de lot des biens du domaine public de la Ville;

CONSIDÉRANT le projet d'acte de vente préparé par M^e Anne Riverin, notaire, joint à la présente résolution;

EN CONSÉQUENCE

Il est proposé par Danie Blais

Et il est résolu

De vendre une partie du lot 4 777 597 du cadastre du Québec soit les parcelles 2, 3 et 4 décrites dans la description technique préparée par monsieur Éric Lortie, arpenteur-géomètre le 24 avril 2025 portant le numéro 11418 de ses minutes à l'entreprise Selcotec inc. pour la somme de 8 120,30 \$ à laquelle s'ajoutent les taxes applicables;

D'autoriser monsieur Jean-Claude Léveillé, maire, et M^e Pierre-Luc Gignac, directeur général adjoint et greffier, à signer au nom de la Ville l'acte de vente préparé par M^e Anne Riverin, notaire.

Adoptée à l'unanimité

Dépôt des listes des déboursés du 5 juin 2025 au 11 juin 2025

La trésorière dépose, comme le prévoit l'article 13.4 du règlement numéro V-625 décrétant les règles de contrôle et de suivi budgétaire, pour la période du 5 juin 2025 au 11 juin 2025, les listes suivantes :

- La liste des chèques émis, pour un montant de 10 727,31 \$
- La liste des dépôts émis, pour un montant de 1 933 791,46 \$;
- La liste des prélèvements émis, pour un montant de 198 878,24 \$;
- La liste des déboursés pour le service de la dette, pour un montant de 0,00 \$.

**Dépôt de la liste des personnes embauchées
par le directeur du service des loisirs, de la
culture et de la vie communautaire
conformément au règlement numéro V-601**

Conformément à l'article 6 du règlement numéro V-601 concernant la délégation au directeur du service des loisirs, de la culture et de la vie communautaire du pouvoir de procéder à l'embauche de certains postes pour les besoins du service, le greffier dépose la liste des personnes embauchées soumise par le directeur du service des loisirs et de la culture ainsi que le sommaire décisionnel préparé par ce dernier pour chacune de ces embauches.

Les personnes suivantes ont été embauchées :

Candidat	Poste	Rémunération
Samuel Roy-Thomassin	Accompagnateur camp de jour (Correction rémunération)	17.35 \$/h

RÉSOLUTION : 2025-06-216

Levée de la séance

Il est proposé par Francyne Bouchard

Et il est résolu de lever la présente séance. Il est 20 h 24.

Adoptée à l'unanimité

Monsieur Jean-Claude Léveillé, maire
Président de l'assemblée

Pierre-Luc Gignac, greffier
Secrétaire